

Quelle ouverture après la levée des sanctions ?

Les Iraniennes ne désarment pas

Le respect par l'Iran de l'accord sur la non-prolifération nucléaire entraîne progressivement la levée des sanctions internationales. L'ouverture des échanges et ses répercussions politiques influenceront sur les élections législatives prévues fin février. Attentives aux changements, les femmes occupent une place croissante dans la République islamique, et mesurent le chemin qui reste à parcourir.



Newsha Tavakolian. – "Quand j'avais 20 ans", 2011 - Magnum Photos

Une grappe d'adolescentes entre en riant dans la rame et s'installe gaiement par terre, faute de sièges libres. Au gré des secousses, leurs voiles glissent sur leurs épaules, découvrant leurs cheveux. Peu importe : ici, il n'y a que des passagères. Dans le métro de Téhéran, inauguré à la fin des années 1990, les voitures de tête et de queue sont réservées aux femmes. Elles y montent "pour être tranquilles", disent-elles. L'atmosphère est détendue. Les autres voitures sont mixtes. Les jeunes couples s'y tiennent par la main, sans problème.

Moderne et propre, le métro de Téhéran permet seul d'échapper aux embouteillages et à la pollution. Pour l'heure, cinq lignes sont en service. Les stations défilent, baptisées des noms de "martyrs" de la guerre contre l'Irak (1980-1988). Voilà vingt-sept ans que le conflit, qui a fait au bas mot un demi-million de morts, s'est achevé, mais le pouvoir n'a pas fini d'en cultiver la mémoire.

Le métro illustre les contradictions de la République islamique. S'y côtoient des tenues élégantes, aux couleurs vives, et d'autres passe-partout, élimées. En moyenne, cinq tchadors noirs et stricts — l'habillement de rigueur des employées de l'administration — pour deux voiles colorés. Pas de figures hermétiquement couvertes. Et puis des scènes inattendues : des marchandes ambulantes proposent soutiens-gorge, petites culottes, sacs à main...

Trente-six ans après la révolution islamique, en dépit d'une législation qui leur accorde moins de droits qu'aux hommes, les femmes jouent un rôle majeur en Iran. Elles se font une place dans tous les secteurs, même si la plupart des hauts postes de l'administration leur sont encore fermés. En vertu d'un *hadith* (parole de Mahomet) à l'authenticité pourtant contestée, elles ne peuvent pas être juges à part entière ; la possibilité d'interpréter des textes sacrés leur est déniée par une partie du clergé, et cela même si elles accèdent au rang d'ayatollah (le plus haut grade dans le clergé chiite). Mais elles peuvent être architectes, chefs d'entreprise, ministres... Le Parlement compte neuf députées (toutes conservatrices), et une première ambassadrice vient d'être désignée :

Mme Marzieh Afkham a pris son poste à Kuala Lumpur en novembre 2015. Toutefois, rien n'est facile : les femmes doivent lutter pour s'imposer. Et pour faire reconnaître leurs droits, surtout, dans un pays où elles souffrent de discriminations à tous les niveaux.

Pour se marier, travailler, voyager, hériter¹, elles sont soumises à des lois iniques et dépendent du bon vouloir du chef de famille. Pour divorcer, par exemple, une épouse, contrairement à son mari, devra motiver sa décision devant le juge et attendre son autorisation. Les enfants lui seront confiés jusqu'à l'âge de 2 ans pour un garçon, 7 ans pour une fille. Ensuite, c'est le père qui en aura la garde, sauf s'il la refuse. Quant à l'autorité parentale, elle revient au père, même si les enfants vivent avec leur mère. "L'homme est roi dans la loi", résume Azadeh Kian, professeure de sociologie politique à l'université Paris-VII.

La scolarisation, principal acquis de la révolution islamique

Les chiffres officiels sous-estiment le travail des femmes : seules 14 % d'entre elles auraient un emploi. En réalité, entre le travail au noir et l'agriculture, 20 à 30 % exercent une activité régulière. Et ce n'est qu'un début. Le nombre de candidates à l'entrée sur le marché du travail augmente très vite. Dans les universités, 60 % des étudiants sont des étudiantes.

"Elles ont gagné la bataille de la licence et du master. Bientôt, elles gagneront celle du doctorat", prédit l'anthropologue Amir Nikpey.

Pour lui, les Iraniennes se trouvent à peu près dans la situation des Françaises des années 1940 ou 1950 : présentes partout dans l'espace public, mais sans réel pouvoir, à quelques exceptions près, et souvent au bas de l'échelle économique.

D'année en année, elles conquièrent de nouveaux bastions.

"C'est le pays qui forme le plus d'ingénieures", souligne Kian, avant de rappeler que la première femme à avoir obtenu, en 2014, la médaille Fields (équivalent du prix Nobel pour les mathématiques), Maryam Mirzakhani, est iranienne.

"Dans les provinces du Sud, notamment au Baloutchistan, à dominante sunnite [alors que l'Iran est chiite à 90 %], la culture arabe, plus machiste, prédomine. Il y a d'ailleurs de nombreux cas de polygamie, alors que partout ailleurs les Iraniens sont monogames. Mais, là aussi, le rôle des femmes va croissant. C'est une évolution globale de la société", indique Thierry Coville, économiste.

"Le changement le plus notable en Iran, c'est la prise de conscience de l'importance de l'éducation comme moyen d'accéder à l'indépendance", confirme Kian.

On l'ignore souvent, mais la scolarisation des filles est sans doute le principal acquis de la révolution islamique.

¹ "Ouvrir un compte bancaire" apparaissait dans cette liste, dans la version papier. Il s'agit d'une erreur : les femmes d'Iran, mariées ou non, ont la possibilité d'ouvrir un compte bancaire.

"Paradoxalement, les familles traditionnelles ont accepté parce que c'était la République islamique !"

Quand je vais dans les villages reculés, les hommes me disent :

"L'ayatollah Khomeiny a envoyé les femmes au front et les petites filles à l'école. Je fais pareil !", explique la sociologue des religions Sara Shariati, enseignante à l'université de Téhéran.



Newsha Tavakolian. – Katayoun Khosrowyar, brillante entraîneuse de l'équipe nationale de football des moins de 14 ans, 2015 - Magnum Photos

Première conséquence : les femmes se marient plus tard ; surtout, elles n'ont en moyenne que deux enfants, contre sept au cours des premières années de la révolution islamique, marquées par une politique nataliste. A intervalles réguliers, les autorités rappellent que 100 millions d'Iraniens seraient préférables aux 78 millions actuels, mais elles font la sourde oreille.

"Même pendant les années Ahmadinejad², nous n'avons pas reculé. Nous avons continué à avancer, comme une voiture qui roule tous feux éteints dans la nuit", plaisante Shahla Sherkat, directrice du magazine féminin Zanân Emrouz.

Sa publication sort d'une suspension de six mois pour avoir consacré un numéro à un sujet "chaud" : l'union libre. Ils seraient plusieurs dizaines de milliers à Téhéran à vivre en concubinage. L'union libre diffère du "mariage temporaire", permis par le chiisme mais mal vu et peu pratiqué en Iran.

"On a évité tout jugement dans notre dossier ; on n'a pas du tout incité à l'union libre, on a même alerté sur ses risques", plaide Sherkat.

Pourtant, les conservateurs ont protesté, et la sanction est tombée.

Quand la directrice de Zanân Emrouz a été convoquée par la justice, elle s'est d'abord entendu reprocher d'être "féministe" — une injure en Iran. Pour se défendre, elle a clamé qu'elle ne faisait que "refléter la réalité" de la société iranienne. En vain.

"Le problème, c'est que les institutions et les hommes pensent que, si nous réclamons nos droits, nous allons négliger nos rôles de mère et d'épouse", soupire-t-elle.

Art Up Man est un café branché du centre-ville de Téhéran. La capitale compte de nombreux lieux à la mode où les jeunes viennent "se défouler", comme le dit une étudiante en droit en montrant sa cigarette. Garçons et filles discutent autour de petites tables, tout en pianotant sur leurs smartphones. En fond sonore, des chansons d'Elvis Presley. Yeganeh K., étudiante en microbiologie, rouge à lèvres framboise et ongles peints en noir, déclare haut et fort que le régime n'est "pas digne de confiance" et qu'il faut "tout changer, à commencer par le nom de "République islamique"". Le double scrutin du 26 février ne lui inspire que du dédain.

² M. Mahmoud Ahmadinejad, président de la République islamique de 2005 à 2013, conservateur.

► lire "Un pays grippé"

"Ailleurs, on peut choisir ses représentants. Ici, non. Il y a toujours quelqu'un qui a un droit de regard sur tout et qui nous "guide" ! Pour moi, on ressemble à la Corée du Nord !", maugrée-t-elle.

Ses deux amis sursautent. Rahil H., coiffure punk, proteste :

"Pas du tout ! Ici, les gens sont libres, malgré l'aspect policier du régime. On n'a pas trop de liberté de parole ni de liberté vestimentaire, mais pour le reste, on fait ce qu'on veut !"

Sorrosch T., lunettes de soleil calées sur son voile pour le maintenir en place, intervient :

"Ce n'est pas drôle, tous ces interdits. Chaque fois que je sors, mes parents me disent : "Fais attention !" Non pas qu'ils approuvent, mais, pour eux, il faut tenir compte de la société, du système."

Une chose agace cette jeune fille plus que tout :

"Ici, les gens observent toujours ce que vous faites."

Le voile est loin d'être la préoccupation première des Iraniennes.

"On fait avec", disent-elles, convaincues qu'il ne vaut pas la peine de s'attirer de graves ennuis pour si peu. Le chômage, l'inflation ou le concours d'entrée à l'université les préoccupent davantage.



Newsha Tavakolian. – Listen, 2011 - Magnum Photos. Dans les photographies de la série "Listen" (2011) sont mises en scène des chanteuses professionnelles, qui n'ont pas le droit de se produire en public. "Faire taire la voix des femmes, c'est déséquilibrer la société. Le projet "Listen" fait entendre les voix de ces femmes réduites au silence."

Chaque jour, Yeganeh s'amuse avec ses amies à contourner les règles imposées par le pouvoir, comme dans un jeu du chat et de la souris. L'été, elle porte des sandales qui laissent voir ses pieds et ses chevilles, et surtout ses ongles peints de couleur vive, toutes choses strictement interdites. L'hiver, elle met un *sapport*, un collant épais, sur lequel elle enfle une jupe courte. Si elle y ajoute de hautes bottes, elle risque de sérieux rappels à l'ordre de la police des mœurs qui patrouille aux carrefours et dans les centres commerciaux du nord de la capitale, où la jeunesse dorée aime déambuler.

"Un jour, j'ai été amenée au commissariat. On m'a photographiée, on a relevé mon identité et on m'a prévenue : "Si tu recommences dans les deux mois, tu seras fichée !", raconte-t-elle dans un éclat de rire.

Elle rêve d'échapper à cette atmosphère étouffante. A la première occasion, elle partira pour l'Europe ou les Etats-Unis.

Mme Behnaz Shafie, elle, a choisi de "rester et agir". Petite, menue, très féminine et très maquillée sous son voile, elle est, à 26 ans, la première femme à avoir obtenu l'autorisation de faire de la moto de façon professionnelle. Alors que les femmes ne sont pas admises dans les stades pour assister à des compétitions de football disputées par des hommes, elle a reçu le droit de s'entraîner au stade Azadi de Téhéran sur sa moto de 1000 cm³.

"Behnaz éblouit le monde !", titrait un journal conservateur l'automne dernier à son retour de Milan, où elle avait été l'invitée d'honneur d'un rassemblement de motardes.

Mais la jeune fille le sait : rien n'est acquis. Demain, un religieux conservateur peut exiger qu'elle cesse de se conduire comme un homme dans un milieu d'hommes. En attendant, elle

"ouvre la voie pour les femmes", sans brusquer, en restant dans la légalité.

"Et je suis fière d'être iranienne", ajoute-t-elle.

A Karaj, la banlieue de Téhéran où elle réside, il lui arrive de circuler sur sa moto. Quand les hommes s'aperçoivent qu'elle est une fille, soit ils klaxonnent pour la féliciter, soit ils lui crient :

"Retourne donc à ta machine à laver !"

En cette veille d'élections, le climat est particulièrement pesant à Téhéran. Chaque soir ou presque, le Guide suprême apparaît à la télévision pour donner ses consignes. Des mises en garde adressées à la population afin qu'elle veille à "ne pas se laisser contaminer" par l'Occident.

"Évitez le contact avec les étrangers", conseille l'ayatollah Ali Khamenei.

Depuis l'accord sur le nucléaire, les avertissements du Guide et des radicaux se multiplient, signe de leur inquiétude à l'idée que, avec la levée des sanctions et l'ouverture à venir, la situation puisse leur échapper. Il y a quelques mois, l'ayatollah Ahmad Jannati, président du Conseil des gardiens, un pur et dur de 89 ans, a averti que l'accord sur le nucléaire ne devait pas ouvrir la voie à d'autres revendications :

"Attention à ce que la question des femmes et de l'égalité des sexes ne soit pas posée demain !"

Fariba Hachtroudi est de celles qui ne se laissent pas intimider.

"Je ne fais pas de provocation, mais je dis tout haut ce que je pense", résume cette écrivaine connue³, qui avoue en riant "porter dans [son] ADN la folie de cette terre".

Se partageant entre son pays de naissance et la France, où elle s'est expatriée dès l'adolescence, elle a renoncé à faire de la politique et opté pour la résistance par la plume. A chacun de ses retours, elle constate que les femmes ont gagné du terrain.

"Dans un village du Baloutchistan, le conseil de mairie, entièrement masculin, vient d'élire une maire. Des exemples comme celui-là, il y en a partout !", s'exclame-t-elle.

³ Auteure notamment d'Iran, les rives du sang (Seuil, coll. "Points", Paris, 2001) et d'A mon retour d'Iran (Seuil, 2008)

Une société dominée par le souci des apparences

La répression brutale du "mouvement vert", né lors de la réélection contestée du président Ahmadinejad, en 2009, a-t-elle anéanti tout militantisme, comme beaucoup le pensent ? Hachtroudi le conteste.

"Les femmes sont toujours là, en première ligne, et elles continuent de se battre, malgré les résistances. Elles ne lâchent pas !", dit-elle, en soulignant que les organisations non gouvernementales créées par elles fleurissent de toutes parts.

Dans la banlieue de Téhéran, des lieux d'accueil pour enfants des rues ou pour malades du sida, ou encore des centres de désintoxication pour alcooliques, ont ainsi vu le jour, en accord avec le gouvernement. Un tournant, car, jusque-là, le pouvoir niait l'existence du sida et de l'alcoolisme.

Si la lutte des femmes se poursuit, elle est désorganisée et, bien souvent, individuelle. Trop occupées à s'en sortir dans leur vie de tous les jours, les Iraniennes oublient, pour la plupart, la répression subie par des figures à l'avant-garde de leur combat : l'avocate dissidente Nasrin Sotoudeh, la réalisatrice Rakhshan Bani-Etemad, toutes deux sous haute surveillance, ou encore la militante des droits humains Narges Mohammadi, condamnée à huit ans de prison pour "propagande contre le régime".



Newsha Tavakolian. – Listen, 2011 - Magnum Photos

"On ne peut pas expliquer pourquoi nous ne sommes pas heureux," soupire cette mère au foyer de 40 ans que l'on appellera Farah. "C'est l'ambiance qui ne va pas. On aime notre pays, mais ce qui nous manque, c'est tout simplement de l'air !"

A l'université des sciences et des technologies Elm-o-Sanat, où étudie son fils, des haut-parleurs déversent chaque jour des versets du Coran et des consignes moralisatrices. Les étudiants ont droit à plusieurs semaines de commémorations : il y a la semaine de la guerre, la semaine des *bassidji*, la semaine des "martyrs"...

"C'est du lavage de cerveaux ! On en a marre !", peste Farah.

Mme Mahboubeh Djavaïd Pour, elle, n'aurait pas l'idée de se plaindre de cette atmosphère de deuil perpétuel. Elle est *bassidji* — membre du Bassidj, la "force de mobilisation de la résistance" jadis créée par l'ayatollah Rouhollah Khomeiny. Ces volontaires sont en quelque sorte des supplétifs des gardiens de la révolution. On estime aujourd'hui leur nombre à dix millions. Leur statut leur vaut de nombreux avantages, tels que bourses, emplois, entrées à l'université. Ils sont craints, voire détestés, par la population. Les classes aisées les méprisent.

Membre de l'administration de la mosquée Imam Reza de Téhéran, Mme Djavaïd Pour se déplace en serrant étroitement son long tchador noir autour d'elle, ce qui lui donne une allure de mère supérieure. Cette femme de 54 ans, mère de trois enfants, est fière d'être *bassidji*. Elle voit dans cette fonction "une forme d'application de l'islam". L'accord sur le nucléaire ne lui déplaît pas, mais elle reste méfiante à l'égard des Etats-Unis. Ils vont, selon elle, continuer leur campagne de dénigrement de la République islamique, mais de façon plus sournoise.

"Heureusement, nous sommes désormais très instruits et mieux aptes à résister aux manœuvres américaines", dit-elle, avant d'ajouter avec gratitude : "Et puis le Guide est là, il nous éclaire et nous montre la voie."

Farah, mère au foyer qui se dit athée, s'inquiète de ce qu'elle appelle une "religiosité d'apparence". La marque sur le front que les hommes acquièrent à force de se prosterner ou qu'ils se fabriquent pour paraître pieux, le chapelet ostensiblement tenu entre les mains, tout cela l'exaspère.

"Nous sommes une société malade, dominée par le souci des apparences et l'hypocrisie. Je ne sais pas où cela va nous conduire ."

Confirmation paradoxale de son pessimisme : le nombre stupéfiant d'opérations esthétiques demandées par les Iraniennes. Le nez, la bouche, les pommettes, les arcades sourcilières... En guise de cadeau, une bachelière de 18 ans se verra offrir par ses parents une rhinoplastie. A Téhéran, des petits nez en trompette, des visages de poupée Barbie, par ailleurs exagérément maquillés, émergent des voiles. Un désastre, parfois. D'où vient ce phénomène, qui explose depuis cinq ou six ans et touche toutes les couches sociales ? Personne ne se l'explique vraiment. Obsession des femmes pour leur visage, puisqu'on leur interdit de montrer leur corps et leur chevelure ?

"Que l'image du pays soit réhabilitée"

A Qom, ville sainte d'Iran, on respire mieux qu'à Téhéran. On est en plein désert. Ici, pas de pollution, mais un climat sec, étouffant l'été. Située à 150 kilomètres au sud-ouest de la capitale, cette ville d'un million d'habitants est le premier centre d'enseignement théologique du pays — 5 000 femmes étudient ici la religion — et un lieu de pèlerinage important. C'est là qu'est enterrée Fatima Masoumeh, sœur du huitième imam chiite Reza, dans un bel et immense mausolée. Sur les façades des immeubles, quelques fresques géantes représentant l'ayatollah Khomeiny rappellent que l'initiateur de la révolution islamique a longtemps vécu à Qom. Ici, pas de tenues colorées : toutes les femmes, sans exception, portent le tchador. Elles se déplacent souvent en cyclomoteur, en croupe derrière leur mari, tous voiles dehors.

Quatre-vingt mille femmes formées à la théologie diffusent aujourd'hui la bonne parole. Mme Fariba Alasvand a atteint le plus haut degré d'études en théologie. Elle enseigne au Centre de recherche sur la famille et les femmes à des étudiants des deux sexes.

"Les femmes d'Iran sont très différentes de celles du monde arabe. Nous attachons une grande importance à notre liberté. Cela tient à la culture iranienne et au chiisme", souligne-t-elle d'entrée de jeu.

Sur le port obligatoire du *hidjab*, elle hésite une seconde, trop familière, sans doute, des questions faussement innocentes.

"Un verset du Coran nous dit : "Portez le hidjab." Il protège les femmes. Si nous abandonnons cette règle de l'islam, nous en abandonnerons d'autres", finit-elle par lâcher.

Il arrive à cette mère de famille d'une soixantaine d'années, conservatrice, de voyager en Europe et aux Etats-Unis pour participer à des conférences religieuses. Chaque fois, elle sent "le regard négatif des Occidentaux" et elle en souffre, comme tous les Iraniens. Pour elle, les médias sont responsables

de cette incompréhension. Sa crainte : que la levée des sanctions, "souhaitée par toute la population comme par le Guide", ne provoque à terme un asservissement de l'Iran.

"L'Occident veut bien pénétrer l'Iran, mais refuse la réciprocité", regrette-t-elle.

Son vœu est que son pays garde ses spécificités.

"Notre religion nous donne une culture et un cadre. Notre liberté à nous doit s'exercer dans le cadre du Coran."



Newsha Tavakolian. – Listen, 2011

Plus jeune, mais tout aussi ferme sur les principes, Mme Zahra Aminmajd est également diplômée de droit islamique et enseignante à Qom. Souriante, naturelle, elle pense que le christianisme et l'islam

"ont beaucoup de points communs" et regrette qu'à l'Ouest on ait "une aussi mauvaise perception de l'islam, en particulier en ce qui concerne les femmes".

Ce qui l'inquiète le plus ? Le consumérisme à l'occidentale, dont rêvent, dit-elle, les Iraniens.

"Plutôt que de tout attendre de la levée des sanctions, ils feraient mieux de travailler davantage", énonce-t-elle.

Si le retour de l'Iran sur la scène internationale l'enthousiasme, Mme Sanaz Minai attend surtout une chose :

"Que l'image de l'Iran soit réhabilitée. Que sa valeur perdue soit enfin restaurée."

En jeans, talons aiguilles et foulard souple, elle est un modèle de réussite. Elle a écrit plus de vingt ouvrages sur la cuisine et la culture iraniennes, lancé une école consacrée à l'art de recevoir, le *Culinary Club*, et fondé *SanazSania*, qui caracole en tête des ventes de magazines culinaires. La levée des sanctions lui ouvre des perspectives infinies. De l'Iran elle veut faire "un pôle culinaire", à la fois "à la mode et chic !".

Rien ne semble pouvoir arrêter une autre entrepreneuse à succès : Mme Faranak Askari. En juin 2013, la jeune femme était à Londres, où elle a grandi, quand elle a entendu l'appel du nouveau président Hassan Rohani : "Venez en Iran !" Deux mois plus tard, elle débarquait à Téhéran et lançait *Toiran* ("To Iran"), une société de services pour touristes VIP et hommes d'affaires. En parallèle, elle montait un site Internet recensant toutes les informations possibles sur une cinquantaine de villes iraniennes. Succès immédiat.

"La plus grande menace pour le régime"

Depuis l'accord du 14 juillet 2015, *Toiran* voit ses réservations doubler chaque mois. La clientèle est majoritairement européenne. Une urgence pour Mme Askari : que les transactions bancaires entre l'Iran et les pays étrangers, interdites ces dernières années en raison des sanctions occidentales,

soient rétablies. Toïran, comme de nombreuses entreprises iraniennes, a ses recettes bloquées à Dubaï.

"On manque de liquidités. Pour s'en sortir, on en est réduit à faire du troc ! Mais ça ne pourra pas durer : il nous faut lever des fonds, investir..."

Connue pour son franc-parler, Mme Shahindokht Molaverdi s'en tient ce jour-là à une parfaite langue de bois. Il faut dire que le contexte est difficile pour elle. Nommée il y a deux ans par le président Rohani vice-présidente de la République chargée des femmes et de la famille, cette juriste de 50 ans reste sur ses gardes.

"Il faut qu'il y ait plus de femmes dans les assemblées", dit-elle. Ou : "Nous devons faire entrer les femmes dans toutes les sphères du pouvoir."

Pas un mot plus haut que l'autre. On la comprend : entre la proximité des élections du 26 février, la prochaine levée des sanctions et la crise ouverte avec l'Arabie saoudite, elle ne peut se permettre le moindre écart. Parce qu'elle est considérée comme proche des réformateurs et féministe, les ultra-conservateurs la haïssent. L'un de leurs journaux, *Yalasarat*, a été suspendu début janvier. Depuis des mois, ce titre radical ne cessait d'insulter Mme Molaverdi, l'accusant notamment d'être laxiste en matière de tenue vestimentaire des femmes, et surtout d'être proche des "dissidentes" (une insulte équivalant à "prostituée").

Les femmes, un enjeu majeur en Iran ? Sans aucun doute.

"Le régime a peur d'elles. Elles représentent pour lui la plus grande menace," assure un universitaire sous couvert d'anonymat. "Il ne sait pas comment s'y prendre avec elles, comment les combattre, les empêcher d'ouvrir sans cesse de nouvelles brèches..."

Et la question du voile, sans grande importance sur le fond, est un symbole. Comme le disent les théologiennes de Qom,

"si on lâche là-dessus, on lâche sur le reste"...

En perspective

- ▶ **Un pays grippé** - Florence Beaugé
- ▶ **Débats entre femmes en terres d'islam** - Wendy Kristianasen, avril 2004 - Accès à l'éducation, notamment supérieure, présence sur le marché du travail, contrôle des naissances : en quelques décennies, la condition de la femme en terres d'islam a été profondément bouleversée. Pourtant, (...)
- ▶ **Des femmes iraniennes contre le clergé** - Azadeh Kian, novembre 1996
- ▶ **Les Nord-Coréennes réveillent le "royaume ermite"** - Philippe Pons, mars 2015 - La grisaille disparaît progressivement des rues de Pyongyang, les femmes de la capitale ayant tendance à suivre la mode venue de Chine. Au-delà de leur apparence vestimentaire, elles ont conquis une force nouvelle en promouvant les marchés parallèles, plus ou moins tolérés par le pouvoir. (...)